Les répercussions pour les investisseurs de la proposition d'augmentation des retenues d'impôt américaines sur les dividendes américains

L'adoption par une faible majorité (215 voix contre 214) par la Chambre des représentants des États-Unis du projet de loi intitulé « One Big, Beautiful Bill Act » marque une étape décisive dans la mise en œuvre du programme du deuxième mandat du président Trump. Advenant son adoption, l'article 899, intitulé « Enforcement of Remedies Against Unfair Foreign Taxes » (Application de mesures correctives à l'égard des impôts étrangers injustes), aurait des répercussions négatives sur les investisseurs canadiens. Le projet de loi propose d'appliquer une retenue à la source supplémentaire à celle déjà existante sur les distributions de revenus de source américaine aux étrangers non résidents, ce qui pourrait porter l'impôt à un total de 50 %. Cette taxe de rétorsion s'appliquerait aux personnes résidant dans des pays considérés par le gouvernement américain comme imposant des « taxes étrangères injustes » aux États-Unis. Par exemple, la taxe sur les services numériques imposée par le Canada aux entreprises américaines est une taxe que les États-Unis considèrent comme « inéquitable ».

Raymond James Ltée a conclu des accords juridiques avec l'Internal Revenue Service (IRS) afin de retenir les impôts américains sur les distributions de revenus d'origine américaine à nos clients, à condition que nous nous conformions à des exigences spécifiques en matière de documentation client et à des audits triennaux. Nous sommes autorisés à appliquer le taux de retenue à la source préférentiel de 15 % sur les dividendes américains versés à des clients résidents canadiens au lieu du taux légal de 30 %, ainsi qu'à exonérer les dividendes versés dans la plupart des comptes REER et FERR. Pour le moment, les détails de l'interaction entre les propositions du projet de loi et les accords existants ne sont pas clairs. Il est également peu probable que l'IRS ait reçu des instructions du gouvernement à ce sujet.

Plusieurs des questions soulevées par l'article 899 restent en suspens, notamment celle de savoir quelles entités seront chargées d'administrer la retenue d'impôt supplémentaire et si cet impôt sera admissible à titre de crédit d'impôt étranger dans les déclarations de revenus canadiennes. Le projet de loi devrait maintenant être soumis à l'examen du Sénat lorsqu'il reprendra ses travaux le 2 juin. Compte tenu du climat politique actuel, nous croyons que les républicains du Sénat insisteront pour que des modifications y soient apportées avant que le projet de loi ne soit adopté. Il convient de noter que le projet de loi comprend une disposition qui permet aux États-Unis de renoncer à l'impôt supplémentaire s'ils déterminent que le Canada n'impose pas de taxes étrangères injustes aux entités américaines.

Les clients qui ont investi des montants importants dans des titres américains versant des dividendes devraient examiner leur portefeuille avec leur conseiller en placement afin de déterminer l'incidence du pire des scénarios et envisager des ajustements s'ils comptent sur les dividendes comme revenu de retraite. À titre de rappel, tout investisseur canadien détenant plus de 60 000 \$ US en titres américains à son décès pourrait être assujéti à l'impôt américain sur les successions en vertu des règles fiscales américaines en vigueur.

Notre équipe de professionnels en planification fiscale et financière est à votre disposition pour discuter plus en détail de votre situation.

Il est recommandé aux clients de consulter un conseiller professionnel indépendant pour toute question d'ordre juridique ou fiscal.

Les produits et services liés aux valeurs mobilières sont offerts par Raymond James Ltée (RJL), qui est réglementée par l'Organisme canadien de réglementation des investissements (OCRI) et membre du Fonds canadien de protection des investisseurs. Les conseillers en placement de RJL ne sont pas des conseillers fiscaux, et nous recommandons aux clients de consulter un conseiller professionnel indépendant pour toute question d'ordre fiscal. Les produits et services d'assurance sont offerts par Planification financière Raymond James, qui n'est pas réglementée par l'OCRI et n'est pas membre du Fonds canadien de protection des investisseurs. La Compagnie Trust Solus (« CTS ») est une société affiliée de Raymond James Ltée et offre des services fiduciaires partout au Canada. La CTS n'est pas réglementée par l'OCRI et n'est pas membre du Fonds canadien de protection des investisseurs.